La responsabilité collective dans la presse

Alain Rabatel et Roselyne Koren

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1587>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.1587

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 7-24

ISBN : 978-2-86480-952-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Alain Rabatel et Roselyne Koren, « La responsabilité collective dans la presse », *Questions de communication* [En ligne], 13 | 2008, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1587> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.1587>

> DOSSIER

ALAIN RABATEL

Interactions, corpus, apprentissages, représentations
CNRS, université Lyon 2
IUFM, université Lyon 1
at.rabatel@orange.fr

ROSELYNE KOREN

Analyse du discours, argumentation, rhétorique
Université Bar-Ilan, Ramat-Gan
koren1@mail.biu.ac.il

LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE DANS LA PRESSE

La croyance de l'écriture de presse dans une conception réaliste positiviste du langage lui permet sans doute de justifier l'impartialité de ses dires (Koren, 1996, 2004), mais l'empêche de percevoir les tensions discursives de la subjectivisation et de l'objectivisation. Cependant, ces dernières sont souvent mises à contribution lorsqu'il s'agit de revendiquer, d'imputer des responsabilités collectives – ou de les diluer, voire de les dénier –, avec l'objectif de faire passer comme allant de soi un point de vue qui mériterait discussion. C'est cette notion doublement complexe de responsabilité collective qu'on voudrait interroger ici, dans le cadre d'une linguistique des discours qui accorde une place éminente aux phénomènes énonciatifs et aux formes directes et indirectes d'argumentation (Amossy, 2006). Ces discours, dont l'effacement énonciatif (Vion, 2001 ; Rabatel, 2002, 2004) ou la revendication d'un énonciateur collectif favorisent la circulation, sont le lieu d'enjeux importants dans la construction d'un « miroir social » en constant devenir (Charaudeau, 1997, 2005 ; Moirand, 2000). Dans le prolongement des livraisons 13, 17 et 22 de *Semen*

(2000, 2004a, 2006) centrées sur l'analyse de discours et consacrées respectivement aux genres de la presse écrite, à l'argumentation et à la responsabilité énonciative dans la presse, et en écho aux débats sur la critique des médias, l'éthique du chercheur et le constructivisme qui ont notamment nourri les livraisons 4, 5 et 6 de *Questions de communication* (2003, 2004a, 2004b), le présent dossier entend approfondir et spécifier certaines des interrogations antérieures en se centrant sur un objet problématique à maints égards, celui de la responsabilité collective.

La responsabilité collective ne correspond pas à la culpabilité collective d'un groupe, mais à la façon dont un individu ou un groupe prennent en compte les problèmes d'une communauté qui aspire à « faire société ». Une telle problématique est en émergence, à des rythmes très différents selon les sociétés et selon les milieux. La lecture d'articles de presse ou de points de vue médiatisés par la presse écrite montre clairement que leurs auteurs pressentent, souhaitent, théorisent un retour du politique et des mutations des modes de participation à la vie politique nationale et internationale. La montée en puissance des interdépendances à l'ère de la mondialisation interroge au premier chef la presse écrite – à laquelle nous bornerons notre examen – dont les modes de fonctionnement alimentent paradoxalement la dépolitisation de la société civile, à une époque où le retour du politique est plus urgent et nécessaire que jamais. Si la prise de position éthique prend corps dans le discours, il est logique et légitime que les sciences du langage et les sciences de l'information et de la communication en rendent compte et l'intègrent dans leur champ.

Dans leur introduction à *Semen* 22, Alain Rabatel et Andrée Chauvin-Vileno (2006) ont longuement insisté, à travers la généalogie de la notion de responsabilité en philosophie ou dans le domaine juridique, sur la complexité du concept, accrue par son articulation aux problématiques linguistiques. Nous en résumons les points utiles à ce dossier, en précisant d'entrée de jeu qu'une telle interrogation, qui commande les plus expresses précautions scientifiques pour y répondre en « savant » (Weber, 1919), et non en imprécateur, n'exclut pas que les linguistes aient des convictions personnelles : ce n'est pas un des moindres mérites de Chaïm Perelman que d'insister sur le fait que toute activité intellectuelle, y compris la plus spéculative, ne peut échapper à la conviction, même si celle-ci doit toujours être contrôlée par les impératifs académiques et/ou scientifiques qui la régulent (Koren, 2002, 2006) en sorte que, contrairement à une idée répandue, éthique de conviction et éthique de responsabilité devraient être complémentaires – ce qui implique une relecture critique de Max Weber (Rabatel, Chauvin-Vileno, 2006 : 7).

De la responsabilité philosophique, juridique et pénale à la responsabilité politique

La responsabilité en philosophie

Dans le champ philosophique, ce n'est pas un hasard si la notion de responsabilité au sens moderne apparaît au siècle des Lumières : la responsabilité est au cœur d'une dialectique entre des sujets et une institution, celle-ci n'étant forte qu'à concurrence de l'adhésion de ses membres et leur garantissant droits et devoirs, afin d'éviter les risques d'anomie. La responsabilité émerge au travers d'une généalogie complexe : selon Jacques Henriot (1990 : 2250), elle va de pair avec l'évolution des idées et des sociétés, prolongeant un quadruple processus d'humanisation (responsabilité réservée aux êtres humains vs responsabilité des animaux ou responsabilité « magique » des choses), d'individualisation (vs responsabilité collective), d'intériorisation (conscience, libre arbitre) et de civilisation (émergence de la responsabilité civile, sur le fond de la primitive responsabilité pénale). Cette perspective cavalière inscrit la notion de responsabilité collective en référence à un arrière-plan archaïque de violence communautaire qui perdure sans être érigée en valeur – pas seulement dans le monde occidental. La notion philosophique de responsabilité prétend à l'universalité (la responsabilité éthique vaut en tous temps, tous lieux et en toutes occasions), à l'image de l'universalité de la figure humaine – universalité battue en brèche par les particularités des théories et systèmes juridiques. Toutefois, la responsabilité collective ne doit pas être enfermée dans le passéisme, dans la mesure où elle appelle aussi à des actions collectives en faveur du développement d'institutions qui donnent un contenu tangible à cette universalité, en écho à l'universalité de la figure humaine (voir *infra*).

La responsabilité civile et pénale

Au plan juridique, la responsabilité civile est celle par laquelle une personne est tenue de réparer les dommages causés à autrui, tandis que la responsabilité pénale est celle par laquelle l'individu jugé coupable d'une infraction à la loi encourt une peine délivrée par la puissance publique. Cette responsabilité pénale, qui doit beaucoup à l'analyse kantienne de la faute, renvoie à un individu adulte, rationnel, maître de lui, conscient de la portée de ses actes, capable de discernement, doté de libre arbitre et de capacités volitives et cognitives. Les remises en cause théologique, politique ou scientifique de cet arrière-plan (au nom du péché, de l'aliénation ou des déterminismes biologiques ou psychologiques) fragilisent les

fondements de la responsabilité, mais la plupart des critiques du libre arbitre ne vont pas jusqu'à remettre en question les notions de choix de l'agent, de délibération et d'action rationnelle (Fischer, 1996 : 847) ; tout au plus alimentent-elles l'idée que la justice des hommes est imparfaite, que l'action de juger est complexe parce que les êtres humains sont incommensurables et qu'il est par conséquent indispensable de prendre en compte l'histoire des sujets, le poids des circonstances, pour qualifier les faits (Danblon, 2002).

Mais l'augmentation des interdépendances a modifié l'approche purement individuelle de la responsabilité¹ : ce fut d'abord le cas, en France, avec l'émergence de la notion de responsabilité morale (en dehors de celle de l'État) puis celle de responsabilité administrative de l'État, progressivement reconnue dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, distinguant la faute du service, non individualisable, de la faute de service d'un fonctionnaire, dans le cadre de son service. Cette extension ne s'est pas opérée sans forte résistance de l'État, héritier de l'adage selon lequel « le roi ne peut mal faire », mais aussi sans soulever des interrogations sur la pertinence d'une extension susceptible d'aboutir au résultat inversé à l'effet recherché, en diluant à l'extrême les responsabilités dans une responsabilité globale indéterminée. C'est d'ailleurs en vertu de cela que tant la responsabilité morale que la responsabilité de service peuvent se cumuler avec la faute personnelle (Le Pors, 1999 : 37-40).

Vers une conception politique et sociale de la responsabilité collective

Il est significatif que la notion de responsabilité collective ait pu être alléguée, en justice, pour atténuer la responsabilité individuelle des agents, prétextant une « chaîne de responsabilités », voire un « système » dans lequel la responsabilité personnelle serait nulle, l'individu n'étant qu'un « rouage ». De tels arguments sont nuls et non avenus au plan juridique, qui n'a à connaître que des individus et des responsabilités individuelles insérées dans la trame serrée d'autres responsabilités individuelles (dont la somme ne fait pas une responsabilité collective). Ainsi en est-il des erreurs médicales, maladies professionnelles, accidents du travail, présomptions de corruption où des médecins, des entrepreneurs, des fonctionnaires ou des décideurs se retranchent derrière une responsabilité collective ou leur

¹ Au plan juridique, notamment, la notion de responsabilité n'est plus seulement en appui sur la notion de faute, mais encore sur celle de responsabilité sans faute, de nature compassionnelle, qui est au cœur de la notion d'indemnisation des dommages (voir Ewald, 1997 ; Engel, 1997 : 80-82).

fonction d'exécutant² (par exemple sur l'affaire Papon voir Fleury, Walter, 2005). Un des cas d'école le plus significatif est celui d'Eichmann, tant par la grandeur du crime et par les arguments allégués pour atténuer sa responsabilité que par les commentaires qu'en fit Hannah Arendt (1964). À ces trois titres, l'exemple qui suit est prototypique et on comprendra qu'on lui consacre une place importante.

« Moralement parlant, il est injuste de se sentir coupable sans avoir rien fait de spécifique, tout comme il est injuste de se sentir libre de toute culpabilité si on est effectivement coupable de quelque chose. J'ai toujours considéré comme la quintessence de la confusion morale le fait que, pendant la période d'après-guerre en Allemagne, ceux qui étaient à titre personnel complètement innocents aient affirmé les uns aux autres et au monde en général l'ampleur de la culpabilité qu'ils ressentaient, alors que très peu de criminels étaient prêts à admettre même le plus léger remords. L'admission spontanée de cette responsabilité collective a eu pour résultat le blanchiment très efficace quoique inattendu de ceux qui *avaient* fait quelque chose : comme nous l'avons déjà vu, quand tous sont coupables, personne ne l'est. [...] Si les jeunes d'Allemagne, trop jeunes pour avoir fait quoi que ce soit, se sentent coupables, ou bien ils ont tort et sont dans la confusion, ou bien il s'agit d'un jeu de l'esprit. Il n'existe rien de tel que la culpabilité collective ou l'innocence collective ; la culpabilité et l'innocence n'ont de sens qu'appliquées à des individus. Récemment, pendant le débat sur le procès Eichmann, ces questions relativement simples ont été compliquées par ce que j'appellerai la théorie des rouages. Quand on décrit un système politique – à savoir comment il fonctionne, quelles sont les relations entre les différentes branches du gouvernement, comment fonctionnent les grosses machineries bureaucratiques et leurs chaînes de commandement, et comment le civil, le militaire et les forces de police sont interconnectées, pour ne mentionner que des caractéristiques importantes –, il est inévitable que nous parlions de toutes les personnes utilisées par le système en termes de rouages qui font tourner l'administration. Chaque rouage, c'est-à-dire chaque personne, doit être remplaçable sans qu'il soit besoin de changer le système, ce qui est le présupposé sous-jacent à toutes les bureaucraties,

² Il n'est pas sans intérêt de rappeler que, selon J.-P. Cléro et Chr. Laval (2002 : 806 et sq.), J. Bentham est un des premiers à parler de la responsabilité de toute personne qui occupe un emploi public. J. Bentham cherche même à accentuer cette responsabilité individuelle, parce que, dans son optique utilitariste, le refus de la dilution de la responsabilité répond à la recherche de l'efficacité maximale. La démarche est à première vue inattendue pour une théorie qui préfère insister sur le défaut des structures que sur les fautes des individus, mais c'est précisément en vertu de l'inertie des structures qu'il plaide pour un renforcement de la responsabilité individuelle.

à tous les services publics et à toutes les fonctions proprement dites. Ce point de vue est le point de vue de la science politique, et si nous portons des accusations ou plutôt évaluons d'après son cadre de référence, nous parlons alors de bons et de mauvais systèmes, et nos critères sont la liberté ou le bonheur ou le degré de participation des citoyens, mais la question de la responsabilité de ceux qui font tourner toute l'affaire est marginale. Ici devient vrai ce que tous les accusés des procès d'après-guerre ont dit pour s'excuser : si je ne l'avais pas fait, quelqu'un d'autre aurait pu le faire et l'aurait fait. [...]

Quand je suis allée à Jérusalem pour assister au procès Eichmann, j'ai ressenti que la procédure judiciaire avait le grand avantage de n'accorder aucun sens à cette affaire de rouages et qu'elle nous forçait donc à regarder toutes ces questions d'un point de vue différent. Assurément, le fait que la défense essaye de plaider qu'Eichmann n'était qu'un petit rouage était prévisible ; que l'accusé lui-même pense en ces termes était probable [...]. Les juges ont fait ce qui était bien et correct, ils ont écarté cette notion [...]. Car, comme les juges ont eu grand mal à le souligner explicitement, dans un tribunal, ce n'est pas un système qu'on juge, pas l'Histoire ou une tendance historique, pas un -isme, l'antisémitisme par exemple, mais une personne, et s'il se trouve que l'accusé soit un fonctionnaire, il est mis en accusation précisément parce que même un fonctionnaire est un être humain, et c'est pour cette capacité qu'on lui fait un procès. Évidemment, dans la plupart des organisations criminelles, ce sont les petits rouages qui commettent effectivement les grands crimes, et on peut même soutenir que l'une des caractéristiques de la criminalité organisée du III^e Reich était qu'elle exigeait des preuves tangibles d'implication criminelle de la part de tous ses serviteurs, et pas seulement aux échelons inférieurs. Donc, la question posée par la cour à l'accusé est : avez-vous untel ou untel, individu doté d'un nom, d'une date et d'un lieu de naissance, identifiable et ce faisant irremplaçable, commis le crime dont on vous accuse et pourquoi ? Si l'accusé répond : "Ce n'était pas moi la personne qui l'ai commis, je n'avais ni la volonté ni le pouvoir de faire quoi que ce soit de ma propre initiative ; j'étais un simple rouage, j'étais remplaçable ; tout le monde à ma place l'aurait fait ; je comparais devant ce tribunal par accident" – cette réponse sera écartée comme sans fondement. [...] À la réponse : "Ce n'est pas moi qui ai fait ça, c'est le système dont j'étais un rouage", la cour pose immédiatement la question suivante : "Et pourquoi, s'il vous plaît, êtes-vous devenu un rouage ou avez-vous continué à être un rouage dans ces circonstances ?" Si l'accusé souhaite déplacer ses responsabilités, il doit impliquer d'autres personnes encore, il doit donner des noms, et ces personnes apparaissent comme de possibles coaccusés, elles ne sont pas l'incarnation de la bureaucratie ou d'une quelconque autre nécessité » (Arendt, 1964 : 59-63).

Si la notion de responsabilité collective est sans pertinence au plan juridique comme au plan moral, elle n'a de sens qu'au plan politique³ : non tant, d'ailleurs, pour stigmatiser une collectivité dans son ensemble que pour questionner la part des uns et des autres, en tant que personnes, dans une entreprise collective, part qui n'est pas réductible à néant, ni endossable de façon indéterminée : la responsabilité collective est celle qui est la nôtre en tant que membre d'une collectivité donnée, elle est inaliénable (sauf à quitter cette collectivité), mais elle ne saurait nous faire coupable des actions que nous n'avons pas commises. Ainsi que l'écrivait Gilles Deleuze (1991 : 103), « nous ne sommes pas responsables des victimes, mais devant les victimes ». La notion de responsabilité collective, sous son versant politique, se décline d'abord au plan individuel, lorsque l'individu se sent responsable de la marche des affaires du monde, en étendant sa (ses) sphère(s) d'appartenance. Se revendiquer « citoyen du monde » (une des aspirations de la philosophie des Lumières) est une aspiration constitutive du concept de responsabilité collective. Celle-ci s'est historiquement incarnée dans de multiples rôles : prophète, sage, philosophe des Lumières, savant qui met ses connaissances, en tant qu'expert, au service d'une société, intellectuel, responsable, porte parole, homme politique... Mais la figure de la responsabilité collective ne s'incarne pas seulement dans des figures éminentes. Ainsi un militant ou un citoyen qui s'efforce de concilier ses actes et ses discours, dans sa vie quotidienne⁴, peut-il prétendre incarner une parcelle de la responsabilité collective dans les activités qui ont des répercussions sur la résolution de problèmes du monde et qui souhaitent contribuer concrètement à leur résolution⁵.

Mais la donne change avec l'augmentation de l'interdépendance et la montée en puissance exponentielle du pouvoir d'intervention des hommes du XXI^e siècle, capables de peser sur le destin des générations

³ Nous traitons ici d'une responsabilité politique générale, et non de la responsabilité du personnel politique (Le Pors, 1999 : 41-44).

⁴ Par exemple, en tant que conducteur respectueux du code de la route, en tant qu'usager respectueux du bien public, consommateur respectueux de l'environnement. En ce sens, chaque fois que des comportements individuels sont justifiés par le souci des autres, à quelque niveau que ce soit, se fabrique de la responsabilité collective. Bien évidemment, les conséquences de cet exercice pratique de la responsabilité collective (assumée ou déniée) ne sont pas identiques selon la place des uns et des autres, mais cela ne doit pas conduire à évacuer la réflexion sur cette responsabilité collective-là.

⁵ « Aucune norme morale individuelle et personnelle de conduite ne pourra nous excuser de toute responsabilité collective. Cette responsabilité déléguée pour des choses que nous n'avons pas faites, à savoir que nous prenions sur nous les conséquences de choses dont nous sommes entièrement innocents, est le prix que nous payons pour vivre notre vie non de façon indépendante, mais parmi nos congénères, et pour que la faculté d'agir, qui est la faculté politique par excellence, s'actualise dans l'une des formes nombreuses et variées de communauté humaine » (Arendt, 1968 : 183).

futures, voire de l'espèce humaine (voir le cas des manipulations génétiques). Au point qu'on ne peut que partager les interrogations de Hans Jonas (1979 : 31) : « Le chœur d'*Antigone*, évoquant l'inquiétant pouvoir de l'homme, devrait aujourd'hui être formulé différemment sous le signe de l'inquiétant tout autre ; et l'exhortation adressée à l'individu de respecter les lois ne serait plus suffisante. D'ailleurs depuis belle lurette les dieux ne sont plus présents, permettant que l'invocation de leur droit puisse s'opposer à l'inquiétant du faire humain. Sans doute les anciennes prescriptions de l'éthique du «prochain» – les prescriptions de la justice, de la miséricorde, de l'honnêteté, etc. –, en leur immédiateté intime, sont-elles toujours valables pour la sphère la plus proche, quotidienne, de l'interaction humaine. Mais cette sphère est surplombée par le domaine croissant de l'agir collectif dans lequel l'acteur, l'acte et l'effet ne sont plus les mêmes que dans la sphère de la proximité et qui par l'énormité de ses forces impose à l'éthique une nouvelle dimension de responsabilité jamais imaginée auparavant ».

C'est pourquoi la responsabilité collective se décline aussi, et c'est plus nouveau, sous son versant organisationnel ou institutionnel : la montée en puissance de la globalisation, tant au plan économique que médiatique, la multiplication des échanges économiques, culturels, le brassage des populations, la multiplication de crises écologiques qui traversent les frontières, la similarité des problèmes dans un grand nombre de pays – sans faire disparaître de réelles spécificités et de fortes disparités – ont contribué à faire naître l'idée qu'« à problèmes globaux, réponses globales ». La multiplication (dans les difficultés) des instances supranationales, la création d'organismes tels que le Tribunal pénal international de la Haye, la signature du protocole de Kyoto, la multiplication de rencontres internationales (politique des sommets) sont des indices de la montée en puissance de ce sentiment encore balbutiant de la responsabilité collective, ainsi qu'en témoignent des expressions telles que « politique internationale », « régulation mondiale », « bonne gouvernance », « société civile mondiale ». Ce sentiment, qui se traduit avec beaucoup de difficultés au plan institutionnel, est également porté par les corps intermédiaires, par certaines corporations conscientes des limites de l'approche corporatiste, par des organisations non gouvernementales. Ainsi, à tous les niveaux des sociétés, trouve-t-on des traces de ce concept en gestation.

Cette émergence est toutefois traversée par des tensions contradictoires : tantôt le sentiment d'impuissance généralisée et de complexité dilue le sentiment de responsabilité, tantôt le déficit politique favorise le recours aux boucs émissaires ou entraîne une judiciarisation des relations sociales. La juste prise en compte du souci des générations futures – trait inhérent au concept de responsabilité collective (voir Weber, 1919 ; Arendt,

1964) – a pu conduire d'aucuns, tel Hans Jonas (1979), à mettre en avant une « heuristique de la peur » débouchant sur un principe de précaution érigé en système, qui entrave la prise de risque inhérente à l'innovation. La juste critique des insuffisances des institutions démocratiques peut aboutir à revaloriser le gouvernement des experts ou des sages en fragilisant l'institution démocratique⁶. C'est pourquoi la responsabilité collective accorde une grande importance au concept de citoyenneté, en une dialectique qui n'oppose pas des univers imperméables les uns aux autres – sphère publique vs sphère privée, monde politique vs monde judiciaire, élites responsables vs citoyens irresponsables (ou inversement) – mais cherche à œuvrer à la « construction d'un espace pour la rationalité », qui ne se limite pas à la rationalité vériconditionnelle et qui se soucie d'une rationalité axiologique, compatible avec les nécessités de l'action. C'est par rapport à cet enjeu d'« éducation civique » que nous tentons d'appréhender la responsabilité collective (voir *infra*).

La responsabilité collective dans les médias : construction, circulation, dénégation d'une notion

Notre projet prolonge la réflexion sur la question de la responsabilité en linguistique et en sciences de l'information et de la communication (Rabatel, Chauvin-Vileno, 2006) en s'interrogeant sur la façon dont les médias présentent la responsabilité collective ainsi que les mutations de la responsabilité individuelle au prisme de la responsabilité collective, puisque l'une n'efface pas l'autre. Mais il importe de préciser les relations entre cette responsabilité et la notion de responsabilité/prise en charge en linguistique, avant de dégager des axes possibles d'analyse de la responsabilité collective, puis de profiler cette dernière dans la perspective d'une éthique des discours publics.

Prise en charge, engagement, responsabilité personnelle et collective

Si la notion de responsabilité est absente, en tant que telle, des entrées des dictionnaires de sciences du langage, elle est malgré tout présente, par la bande, à propos de l'énonciateur, défini comme celui qui prend en charge les énoncés (Rabatel, 2008). La prise en charge (ou responsabilité) résulte

⁶ Ce sont ces contradictions qui conduisent Ph. Corcuff (1997 : 385-387) à « penser avec et contre Jonas », et à maintenir la pertinence du « principe espérance » d'E. Bloch, autrement dit de l'utopie, quitte à en proposer une approche moins messianique que chez E. Bloch et surtout chez K. Marx (voir également l'analyse d'É. Balibar ; 1997).

des maximes conversationnelles, notamment du principe de sincérité : ce qu'on affirme, on est censé l'assumer, fût-ce par défaut, en tant que locuteur/énonciateur primaire, même en l'absence de marques spécifiques d'approbation, à la différence de la non-prise en charge (conditionnel, modalisateurs épistémiques, discours rapportés, cadratifs, etc.).

La prise en charge ne recoupe pas l'engagement ou le déengagement, si l'on entend par là le choix d'un plan d'énonciation particulier⁷ : la non-implication (non-engagement) du locuteur/énonciateur dans la référenciation des objets du discours n'atténue en rien sa responsabilité. Il en va de même pour la force illocutoire : certes, plus celle-ci est marquée, plus le locuteur s'investit dans son dire, mais un faible degré n'entraîne pas la non-prise en charge de la valeur véri-conditionnelle de l'énoncé par le locuteur/énonciateur. De même qu'un énoncé n'a pas besoin que son auteur s'implique pour être vrai, ou jugé comme tel, de même, sa valeur argumentative (rationnelle) est indépendante de l'engagement du locuteur/énonciateur – à la différence de sa valeur persuasive. Le critère de la véridiction est fondamental sous l'angle de la prise en charge. Celui de la prise en charge axiologique l'est tout autant et mériterait des analyses précises, selon le jeu des critères précédents (voir *supra* note 4 ; Koren, 2007).

Ce type de questionnement interroge plus particulièrement l'expression de la responsabilité collective dans les médias, car les journalistes – comme les autres locuteurs, mais peut-être plus que la majorité, du fait du caractère public de leur parole – sont exposés à l'expression de termes, de points de vue circulants qu'ils reprennent, sans pouvoir toujours les mettre à distance. On pense notamment aux termes ou aux cadres d'analyse qui engagent des représentations du monde naturalisées, dans lesquelles l'effacement énonciatif règne en maître (même s'il côtoie de nombreux axiologiques) : faire écho à ces manières de voir, sans s'en distancier (au nom de l'objectivité) ne participe-t-il pas, fût-ce indirectement, de la reconduction de manières de voir et de penser qui mériteraient par ailleurs d'être discutées ? Il n'est pas sans signification de remarquer que si les journalistes parlent volontiers de la déontologie avec laquelle ils doivent citer leurs sources, ils sont beaucoup plus silencieux sur la question des points de vue sous-jacents à tel emploi de vocabulaire, à telle représentation de la scène sociale (Rabatel, 2006). Mais la responsabilité des médias ne peut-elle pas être évoquée aussi, lorsque, à l'inverse du « silence métalinguistique » évoqué ci-dessus, ils s'autorisent

⁷ Cette question qui doit être distinguée de toutes les formes d'expression explicite d'un exercice de la responsabilité collective, de refus ou de son déni ou encore de son impossibilité.

à faire circuler à travers un certain nombre de genres (éditorial, analyse, chronique, etc.) des points de vue subjectifs qui diabolisent les uns et angélisent les autres, en une sorte d'oscillation entre non-intervention et son extrême inverse, à savoir l'incitation au rejet, la légitimation implicite de la haine, etc.

À tous ces titres, la notion de responsabilité mérite d'être interrogée dans le cadre de la presse, parce que celle-ci est un des lieux de la parole publique et que nous prenons au sérieux cette idée d'Emmanuel Lévinas selon laquelle la responsabilité est une réponse à l'appel de l'autre (Calin, Sebbah, 2002).

Lieux textuels d'affleurement de la responsabilité collective

D'un point de vue linguistique, la responsabilité collective s'analyse au plan du discours :

- en distinguant les locuteurs/énonciateurs, élites, responsables, professionnels (des médias), militants ou simples citoyens qui se positionnent explicitement comme détenteurs d'une parcelle de cette responsabilité collective et discutent à partir d'elle ;
- en prenant en compte l'influence de la spécificité des thèmes et des champs sur la mise en discours de la responsabilité collective : on ne traite pas de la même façon de la responsabilité collective à propos de thèmes politiques, économiques, écologiques, sanitaires, sécuritaires, culturels, idéologiques ou religieux, dans les champs politiques, économiques, etc. ;
- en analysant les modalités de restitution de ces discours, voire la façon dont ils sont sollicités puis rapportés et mis en scène par les médias, selon les auteurs, les thèmes, selon les périodes, les genres, dans la presse quotidienne nationale ou régionale.

C'est pourquoi ce dossier analyse quelques uns des lieux où se fabrique discursivement la responsabilité collective mais aussi où le discours journalistique tente de la passer sous silence, à travers :

- le métadiscours sur la responsabilité collective : dénominations explicites ou implicites (synonymes, antonymes, etc.), lexicalisées ou non ; lieux où l'on peut particulièrement toucher du doigt l'émergence du concept, isotopies, noms des actants, étapes de la responsabilisation ;
- des marques explicites (dans le *dictum* et/ou dans le *modus*) de prise en charge de la notion de responsabilité collective, par imputation claire des responsabilités à un groupe ou par revendication d'une responsabilité collective prise en charge par le locuteur/énonciateur à travers des formules qui indiquent une coïncidence entre les mots et les choses (Authier-Revuz, 1995), telles « X, c'est bien le mot, ce que j'ose dire X, ce qui s'appelle un X, X, je dis bien X » où nommer est un acte de démythification qui engage, à rebours du déjà-pensé doxique ;
- des marques explicites de distanciation à travers les modalisations et les formes de non-coïncidences (« X, si l'on peut appeler cela X, X, si tant est qu'on puisse parler de X ») qui, par la systématisation du flou sémantique et par une sorte d'argumentation d'impuissance (délibérée ou non) à « dire les choses », mettent les processus d'opacification du dire et du dit au service d'une dilution de la notion

de responsabilité collective et repoussent donc à plus tard toute imputation de responsabilité collective ;

- des pratiques discursives qui présentent comme allant de soi une réalité problématique : effacement énonciatif (Vion, 2001 ; Rabatel, 2005), discours objectivants (Koren, 1996), stéréotypie (Amossy, Herschberg-Pierrot, 1997), témoignages, discours des faits (Velcic-Canivez, 2006), évidences perceptuelles (Rabatel, 2005a), prédiscours (Paveau, 2006), effets des discours circulants, avec leur ressassement en boucle par un grand nombre de médias indépendamment de leurs options politiques (Moirand, Rosier⁸), discours en lien avec une forme de responsabilité collective par défaut, dont le caractère d'évidence joue un rôle notable dans la circulation des discours, la construction des identités sociales et des idéologies et dans celle des impositions de vérité (pensée unique, langues de bois) ;
- à côté de ces lieux textuels et discursifs d'affleurement de la notion, on tentera d'analyser aussi des effets de brouillage, de « dérapage » dans les discours d'imputation ou de récusation de la notion de responsabilité collective par naturalisation de l'impuissance, imputation unilatérale de responsabilités à une seule source, occultation, silence métalinguistique sur l'identité de ceux auxquels on impute une « faute »⁹. Problématiser les questions d'éthique, faire réfléchir, débattre, complexifier, ce n'est pas tenter de « diluer », mais assumer ses responsabilités de contre-pouvoir qui suscite la réflexion et prépare à l'action en connaissance de cause.

Pour une éthique des discours publics

Ce travail n'est pas sans risques – posture moralisante des « belles âmes », passéisme, aristocratie (voir Taguieff, 2007 : 78-9) –, nous les assumons. Il nous semble que, dans la continuité de la logique cumulative qui doit être au cœur des sciences du langage, les travaux antérieurs sur la mise en cause de l'unicité du sujet parlant, sur l'effacement énonciatif, dans lesquels nous nous inscrivons, appellent, dans le moment historique que nous connaissons, des recherches complémentaires sur les questions d'éthique, de responsabilité, de hiérarchisation. Deux ensembles de raisons au moins concourent à ce développement : d'une

⁸ Voir l'article de J.-Cl. Guillebaud (*Le Nouvel Observateur*, 5-11/04/90, pp. 46-48) à propos du dérapage de Timisoara, « Cinq jours de dérapage médiatique analysés heure par heure Roumanie : qui a menti ? [mis en italiques par nous] ». L'article qualifie le dérapage de « cas d'école », mais la rhétorique de la mise en mots de ce « cas d'école » possède elle-même les qualités de l'illustration exemplaire en matière d'effacement énonciatif, de naturalisation et de stratégies discursives et argumentatives d'esquive de l'acte d'assumer explicitement ses responsabilités.

⁹ Cette question pourrait être abordée à propos de corpus de presse consacrés à la couverture et à l'analyse de crises (politiques, militaires, économiques, écologiques, etc.). Là, la question de la responsabilité collective fait sens, dans l'espace du politique, entendu comme espace de délibération et de résistance démocratique au totalitarisme. Sur un plan thématique, la question renvoie notamment aux multiples stratégies d'incitation à la haine collective, ou aux stratégies de culpabilisation des uns pour mieux disculper les autres (voir les débats sur le colonialisme, sur la traite des Noirs, etc.).

part, des évolutions internes au champ des sciences du langage, qui, sans rejeter les acquis du structuralisme, intègrent dans l'analyse du langage des préoccupations interactionnelles, éthiques (voir Dominic, Frédéric, 2001 ; Masseron, 2003), qui, loin d'être cantonnées à des textes littéraires, sont fondamentales dans l'étude de l'agir communicationnel. D'autre part, des évolutions externes au champ des sciences du langage, mais qui ne sont pas sans interférences avec lui : la multiplication des discours est un fait acquis, les spécialistes des médias le mesurent tous les jours, et, avec elle, la difficulté de gérer la multiplication des sources, au point que tout semble se valoir. Or, s'il est illusoire de revenir au temps des distributeurs patentés de la parole officielle ou du savoir autorisé, il paraît vital de se demander par quels principes de régulation, de hiérarchisation, les savoirs peuvent se co-construire, les raisonnements s'élaborer, les valeurs se définir en se confrontant dans un espace qui permette de faire société¹⁰. En ce sens, ce qui suit voudrait apporter une contribution à une éthique du (des) discours public(s), « problématique en émergence », pour détourner la formule de Caroline Masseron (2003 : 3) qu'il est selon nous urgent de faire grandir :

Les articles porteront sur des études descriptives et/ou des questions théoriques. Les corpus de presse (analyses de cas, études longitudinales ou quantitatives), devront traiter des questions de responsabilité collective sous un ou plusieurs aspects. Nous souhaitons vivement que ces travaux soient menés avec des exigences éthiques aux antipodes de toute visée moralisatrice et avec le souci de trouver les voies et moyens d'une parole publique qui permette de traiter du complexe et des conflits parfois rudement, mais en préférant toujours les armes rhétoriques à toutes les politiques guerrières.

Des contributions disciplinairement croisées

La composition de ce dossier reflète le fait que l'analyse du discours se situe délibérément aujourd'hui à la croisée des sciences du langage, des sciences humaines et des sciences sociales. Les auteurs sont linguistes, analystes du discours (Alain Rabatel, Roselyne Koren), chercheurs en sciences de l'information et de la communication ou sociologues (Jean-François Tétu, Gilles Bastin). Deux d'entre eux intègrent, de plus, une composante argumentative dans leurs analyses discursives (Ruth Amossy, Roselyne

¹⁰ C'est une des raisons qui a motivé le thème du numéro 35 de *Lidil* consacré à la complexification croissante de la figure de l'auteur et aux difficultés qui en découlent pour le sujet apprenant confronté à une multiplication non hiérarchisée des sources énonciatives et des cadres du savoir (Rabatel, Grossmann, 2007).

Koren). Ceci ne signifie pas qu'ils aient décidé de renoncer aux différences épistémologiques qui les séparent, mais que les uns et les autres ont tenu compte des approches de disciplines autres que les leurs et ont réajusté des notions empruntées à ces disciplines afin de pouvoir les intégrer dans leurs argumentaires. Tous néanmoins, sociologues ou analystes du discours et des mises en mots énonciatives, donnent la primauté à la nécessité de contribuer; d'une part, à la conceptualisation de la responsabilité collective et, d'autre part, à l'ancrage de cette conceptualisation dans la trame textuelle d'articles de la presse écrite française ou étrangère.

Roselyne Koren explore le métadiscours médiatique ou médiatisé au prisme des définitions du concept proposées par Hannah Arendt et Max Weber. Les avatars actuels de la notion confirment de façon saisissante la conceptualisation proposée par ces deux penseurs. L'émergence du sentiment de responsabilité a pour origine une situation de crise. Les hommes politiques, les citoyens et les sociétés civiles y sont confrontés à des dilemmes très concrets face auxquels ils doivent faire preuve de « réalisme ». Ils peuvent choisir l'option de l'inaction, mais ils préfèrent décider et agir; à rebours de leurs propres convictions, s'il le faut. La responsabilité collective implique que les citoyens cherchent à concilier éthique de conviction et éthique de responsabilité. Le métadiscours du corpus examiné associe responsabilité morale individuelle et responsabilité politique collective, rendue inéluctable par la mondialisation. Il dissocie culpabilité et responsabilité, responsabilité et impuissance ou peur d'agir et de penser à rebours des injonctions doxiques, responsabilité étatique et responsabilité des sociétés civiles, devoir d'objectivité médiatique et devoir de dire entendu comme exercice d'une fonction critique revisitée.

Alain Rabatel ancre sa réflexion dans les réalités discursives et énonciatives d'un débat entre prétendants à la candidature socialiste lors de la pré-campagne des élections présidentielles françaises de 2007. Sa contribution a pour fin de passer de l'analyse d'un exemple jugé emblématique, à des considérations de portée générale. L'article problématise la question d'un manque dû au renoncement à donner une forme argumentée aux conflits, sur la scène publique alors qu'idéalement le rôle de médiateur devrait impliquer la présentation et la problématisation des points de vue des différentes fractions du corps social, devant le corps social tout entier. Or, le choix des questions retenues dans le débat évoqué ci-dessus, n'est pas explicité ni justifié. L'omission de questions primordiales ne l'est pas davantage. « Le rituel » déontologique du devoir d'« objectivité » s'avère donc en deçà des attentes autorisées par une conception éthique de l'information. Mises en mots et conceptualisation sont donc explorées au prisme des enjeux politiques, sociaux et éthiques qui sous-tendent la construction linguistique du verbe répondre, soit « répondre de, devant, pour »...

Jean-François Tétu invite à une redéfinition de l'identité journalistique dans un contexte de crise du journalisme et de la représentation. L'étude du cas du *public journalism* aux États-Unis lui permet de problématiser la question de la transformation d'une responsabilité journalistique, jusqu'alors considérée comme individuelle, en responsabilité collective. Le passage du droit de l'information au droit à l'information joue ici un rôle décisif : le *public journalism* renonce à l'exercice d'une fonction critique et à l'analyse de situations conflictuelles, il bascule vers l'écoute des lecteurs et donne la primauté à une forme de pensée unique, proche du communautarisme. Le mythe de la démocratie directe en sort renforcé et contraint les journalistes à redéfinir la nature et la légitimité de leur profession. Si le *public journalism* ou *civic journalism* n'a jamais vraiment atteint les grands journaux ni les grands réseaux de télévision, il est, conclut Jean-François Tétu, le point de départ de deux phénomènes plus récents, et plus vastes, que sont les blogs ou les portails citoyens, et les accords de partenariat entre de grandes institutions d'informations et des portails civiques. La conceptualisation des notions de responsabilité sociale ou collective des médias invite donc ici le lecteur à une réflexion sur les vices et les vertus d'une autre notion qui ne fait pas consensus actuellement : celle de démocratie d'opinion.

Gilles Bastin propose une lecture sociologique et discursive d'articles parus au début des années 2000 au sujet d'un cas d'école : « L'affaire dite d'Outreau ». Il faut, selon lui, souligner et analyser un paradoxe : l'asymétrie qui oppose les logiques d'anonymisation de la parole journalistique, soit la systématisation de l'effacement énonciatif et des effets d'objectivité, dans les comptes rendus sur l'enquête judiciaire, d'une part, et, d'autre part, la très forte nomination et responsabilisation, dans ces mêmes articles, des personnes suspectées. La presse écrite s'arroge donc en l'occurrence le privilège « exceptionnel » de l'« irresponsabilité » là où on aurait été en droit d'attendre qu'elle « réponde *de, devant, pour* »... Deux stratégies discursives y contribuent tout particulièrement : d'abord la dénomination générique « les médias » qui neutralise l'imputation individuelle et donc l'obligation d'assumer la responsabilité morale individuelle de ses dires. Ensuite, la métaphore de l'« emballement » qui alimente avec complaisance le mythe de la vie autonome des faits, reflétés par l'écriture spéculaire de médiateurs anonymes « absents » de leurs propres dires.

Ruth Amossy aborde la question de la responsabilité collective de la presse écrite à partir d'un corpus constitué par des éditoriaux parus dans le journal israélien *Ha-aretz* lors de la seconde guerre du Liban. Ceux-ci problématisent la question des conclusions de la commission Winograd, commission juridique chargée d'enquêter sur le fonctionnement du gouvernement et de l'armée pendant la guerre. Les membres de la commission ont en effet proclamé ne pas vouloir trancher ni se prononcer

pour ou contre la démission des responsables politiques ou militaires. La question des responsabilités respectives de la presse, des instances politiques et de la commission est examinée au prisme d'une conception de l'analyse du discours qui intègre une composante argumentative. Ceci permet de percevoir comment une instance médiatique démocratique s'y prend pour résoudre, dans un contexte de crise, la tension entre des obligations éthiques contraires : respecter les décisions d'un gouvernement élu démocratiquement, mais aussi remplir la fonction de contre-pouvoir critique, spécifique de la presse politique et se positionner à rebours d'une autre instance non moins légitime que le gouvernement : la commission juridique Winograd. Discours rapporté et construction syllogistique, ces concepts scientifiques qui semblent si éloignés des passions qui animent cette controverse, permettent néanmoins de décrire, d'éclairer et de problématiser les pratiques discursives et argumentatives de journalistes qui souhaitent assumer leurs responsabilités sans sortir du cadre d'une éthique du discours démocratique, sans épuiser la question de la responsabilité collective.

Références

- Adam J.-M., Herman T., éd., 2000, « Genres de la presse écrite et analyse de discours », *Semen*, 13.
- Amossy R., 2000, *L'argumentation dans le discours*, Paris, A. Colin, 2006.
- Amossy R., Herschberg-Pierrot A., 1997, *Stéréotypes et clichés*, Paris, Nathan.
- Amossy R., Koren R., éd., 2004, « Argumentation et prise de position : pratiques discursives », *Semen*, 17.
- Arendt H., 1964, « Responsabilité personnelle et régime dictatorial », pp. 49-78, in : Kohn J., éd., *Responsabilité et jugement*, Paris, Payot, 2006.
- Arendt H., 1968, « La responsabilité collective », pp. 173-183, in : Kohn J., éd., *Responsabilité et jugement*, Paris, Payot, 2006.
- Authier-Revuz J., 1995, *Ces mots qui ne vont pas de soi*, T. 1-2, Paris, Larousse.
- Balibar É., 1997, « Irresponsabilité de la politique, responsabilité du citoyen ? », pp. 285-298, in : Ferenczi Th., éd., *De quoi sommes-nous responsables ?*, Paris, Éd. Le Monde.
- Calin R., Sebbah F.-D., 2002, *Le vocabulaire de Lévinas*, Paris, Éd. Ellipses.
- Charaudeau P., 1997, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan/INA.
- 2005, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck.
- Clero J.-P., Laval Chr., 2002, « Bentham », pp. 763-811, in : Zarader J.-P., coord., *Le vocabulaire des philosophes*, T. 2. Paris, Éd. Ellipses.

- Corcuff Ph., 1997, « De l'heuristique de la peur à l'éthique de l'inquiétude », pp. 383-392, in : Ferenczi Th., éd., *De quoi sommes-nous responsables ?* Paris, Éd. Le Monde.
- Danblon É., 2002, « Éthique et rhétorique : entre les faits et les normes », pp. 91-122, in : Koren R., Amossy R., eds, *Après Perelman : quelles politiques pour les nouvelles rhétoriques ?*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Deleuze G., 1991, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Éd. de Minuit.
- Dominicy M., Frederic M., eds, 2001, *La mise en scène des valeurs*, Lausanne/Paris, Delachaux et Niestlé.
- Engel L., 1997, « Réguler les comportements », pp. 80-89, in : Ferenczi Th., éd., *De quoi sommes-nous responsables ?* Paris, Éd. Le Monde.
- Ewald Fr., 1997, « L'expérience de la responsabilité », pp. 11-36, in : Ferenczi Th., éd., *De quoi sommes-nous responsables ?*, Paris, Éd. Le Monde.
- Ferenczi Th., éd., 1997, *De quoi sommes-nous responsables ?*, Paris, Éd. Le Monde.
- Fischer J.-M., 1996, « Libre arbitre et déterminisme », pp. 842-848, in : Canto-Sperber, éd., *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, Paris, Presses universitaires de France.
- Fléury B., Walter J., 2005, « Le procès Papon : médias, témoin-expert et contre-expertise historiographique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 88, pp. 63-76.
- Henriot J., 1990, « Responsabilité », pp. 2250-2253, in : Auroux S., éd., *Encyclopédie philosophique universelle. Les notions philosophiques*, T.2, Paris, Presses universitaires de France.
- Jonas H., 1979, *Le principe responsabilité Une éthique pour la civilisation technologique*, trad. de l'allemand par J. Greisch, Paris, Flammarion, 1998.
- Koren R., 1996, *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- 2002, « «La nouvelle rhétorique» : «technique» et/ou «éthique du discours» ; le cas de l'engagement du chercheur », pp. 197-228, in : Koren R., Amossy R., eds, *Après Perelman : quelles politiques pour les nouvelles rhétoriques ?*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- 2004, « Argumentation, enjeux et pratiques de l'engagement neutre » : le cas de l'écriture de presse », *Semen*, 17, pp. 19-40.
- 2006, « La responsabilité des Uns dans le regard des Autres : l'effacement énonciatif au prisme de la prise de position argumentative », *Semen*, 22, pp. 87-94.
- 2008, « L'analyse du discours au prisme d'un questionnement éthique », *Revue de philologie et linguistique portugaise*, Universidade de São Paulo, à paraître.
- Krieg-Planque A., 2006, « L'intentionnalité de l'action mise en discours. Le caractère intentionnel des crimes de masse sur la scène médiatique », pp. 88-102, in : Le Pape M., Siméant J., Vidal C., dirs, *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, Éd. La Découverte.
- Le Pors A., 1999, *La citoyenneté*. Paris, Presses universitaires de France.
- Masseron C., éd., 2003, « Textes et valeurs : une problématique didactique en émergence », *Pratiques*, 117-118, pp. 3-7.

- Moirand S., 2000, « Du traitement différent de l'intertexte selon les genres convoqués dans les événements scientifiques à caractère politique », *Semen*, 13, pp. 97-118.
- Paveau M.-A., 2006, *Les prédiscours*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle.
- Questions de communication, 2003, « Sur l'engagement des chercheurs », 4, pp. 241-287.
- 2004a, « Des usages du constructivisme », 5, pp. 161-211.
- 2004b, « Des usages du constructivisme (2) », 6, pp. 101-177.
- Rabatel A., 2004a, « Effacement argumentatif et effets argumentatifs indirects dans l'incipit du *Mort qu'il faut* de Semprun », *Semen*, 17, pp. 111-132.
- éd., 2004b, « L'effacement énonciatif dans les discours représentés », *Langages*, 156.
- 2005, « Effacement énonciatif et argumentation indirecte. "On-perceptions", "on-représentations" et "on-vérités" dans les points de vue stéréotypés », pp. 85-116, in : Raccach P.-Y., éd., *Signes, langues et cognition*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- 2006, « L'effacement de la figure de l'auteur dans la construction événementielle d'un "journal" de campagne électorale et la question de la responsabilité, en l'absence de récit primaire », *Semen*, 22, pp. 71-85.
- 2008, « Prise en charge et imputabilité, ou la prise en charge à responsabilité limitée », à paraître.
- Rabatel A., Chauvin-Vileno A., 2006, « La question de la responsabilité dans l'écriture de presse », *Semen*, 22, pp. 5-27.
- Rabatel A., Grossmann F., eds, 2007, « Figures de l'auteur en didactique », *Lidil*, 35.
- Taguieff P.-A., 2002, *L'illusion populiste*, Paris, Flammarion, 2007.
- Trigeaud J.-M., 1990, « Responsabilité juridique », pp. 2254-2258, in : Auroux S., éd., *Encyclopédie philosophique universelle. Les notions philosophiques*, T. 2. Paris, Presses universitaires de France.
- Velcic-Canivez M., 2006, *Prendre à témoin*, Paris, Ophrys.
- Vion R., 2001, « "Effacement énonciatif" et stratégies discursives », pp. 331-354, in : de Mattia M., Joly A., eds, *De la syntaxe à la narratologie énonciative*, Paris, Ophrys.
- Weber M., 1919, *Le savant et le politique*, trad. de l'allemand par J. Freund, Paris, Plon, 1963.